

CONSEIL MUNICIPAL DU 01 février 2018

MEMBRES PRESENTS : 7

Mmes N Aubin, L Bouyou, H Fossat, I Petit,
Mrs. R Godfroy, P Petit, JL Pion

MEMBRES ABSENTS Excusés : 4 : N Zekryty, R Billot, JM Duleau, (pouvoir H Fossat), JP Landa (pouvoir JL Pion)

Non Excusés : 2 : C Vignaud, F Bouyssou,

SECRETAIRE DE SEANCE : H Fossat

Préambule :

Mme la Maire exprime son mécontentement suite au défaut de quorum qui l'a obligé à convoquer à nouveau le conseil. Cette situation avait déjà eu lieu l'an dernier pour le vote du budget primitif. Elle en a fait part sur le site de la commune.

JL Pion souhaite lire une note « droit de réponse » :

DROIT DE REPONSE

Suite aux commentaires effectués sur le procès-verbal du conseil municipal du 25 janvier 2018 et sur le site officiel de la mairie de Haux, je pense qu'il faut préciser que moi-même et les autres conseillers accusés de 'manque de respect' n'ont pas répondu à la convocation tout simplement parce qu'ils ne l'ont jamais reçu! Cette accusation de mépris de notre part n'est nullement justifiée et diffamatoire.

JEAN LUC PION

Il souhaite également qu'elle soit publiée sur le site de la commune. Mme la Maire accepte.

N Aubin rappelle que tous les conseiller.e.s ont accepté de recevoir les convocations par mail. Les mails ont bien été envoyés à tout le conseil comme toujours. Un dysfonctionnement informatique est toujours possible. Toutefois, elle rappelle que cette date avait été annoncée lors du conseil municipal de décembre, de même que la réunion de préparation du budget à laquelle parmi les élus qui se disent de l'opposition, seul Mr Godfroy a participé. Un ou une élue qui n'a pas de nouvelle de la commune pendant plus d'1 mois devrait s'en inquiéter auprès de ses collègues, de la maire ou du secrétariat. A chaque convocation il est demandé de répondre pour informer de sa présence ou non, ce n'est jamais le cas pour beaucoup. Cela permettrait aussi au secrétariat de s'inquiéter en cas de non réponse. En ce sens elle ne pense pas avoir diffamé les absents.

- Décisions prises par Mme la Maire depuis le 14 décembre 2017

18 décembre 2017	2017-72	Nomination C Ricaud stagiaire
18 décembre 2017	2017-73	Arrêté avancement échelon L Landa
18 décembre 2017	2017-74	Journée Solidarité 2017
29 décembre 2017	2017-75	Arrêté Défense Incendie
11 janvier 2018	2018-01	Contrat M Richard jusqu'au 23 février 2018
15 janvier 2018	2018-02	Travaux branchement gaz RD 239 Sud
23 janvier 2018	2018-03	Avancement échelon S Ricaud
23 janvier 2018	2018-04	Avancement échelon ML Plana

- Approbation du compte rendu du conseil municipal du 14 décembre 17

Après ajouts des remarques de M Pion et de M Billot, le compte rendu du 14 décembre est approuvé.

Votants	9	
Pour	5	
Contre	1	JL Pion pour M Landa dont il a le pouvoir
Abstention	3	L Bouyou, I Petit, R Godfroy

- 2018-02-01 : Mise à disposition de Mme Laurence Landa vers la mairie de ST Genes de Lombaud

Le Conseil municipal de Haux

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,

Considérant :

L'absence de moyens administratifs, de la commune de Saint Genes de Lombaud ne permettant pas la prise en charge des tâches administratives à effectuer.

La possibilité de recourir ponctuellement à un agent de la commune de Haux,

La volonté de l'agent

La Maire propose à son assemblée de l'autoriser à signer avec la commune de Saint Genes de Lombaud, une convention de mise à disposition de Mme Landa Laurence, Adjointe Administrative Territoriale Echelle C1 7^{ème} échelon employée à 25/35^{ème} de la commune de Haux auprès de la commune de Saint Genes de Lombaud à compter du 1^{er} mars 2018.

Cette convention précisera, conformément à l'article 4 du décret susvisé : « les conditions de mise à disposition, des fonctionnaires intéressés et notamment, la nature et le niveau hiérarchique des fonctions qui leur sont confiées, leurs conditions d'emploi et les modalités de contrôle et d'évaluation de leurs activités ».

Le projet de convention sera soumis à l'avis préalable de la Commission Administrative Paritaire, par la commune de Haux

L'accord écrit de l'agent mis à disposition y sera annexé.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

Emet un avis favorable à cette mise à disposition

Charge la Maire de signer pour l'agent concerné, la convention de mise à disposition de personnel avec la commune de Saint Genes de Lombaud.

votants	9	Délibération 2018-02-01
Pour	8	
Contre	0	
Abstention	1	JL Pion pour M Landa dont il a le pouvoir

- 2018-02-02 : Actualisation de l'enveloppe financière 2018 liée au régime indemnitaire

Madame La Maire rappelle qu'il est versé mensuellement au personnel communal une indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) dans le cadre du RIFSEEP. Ces indemnités sont modulables, et sont prévues avec les dépenses liées à la rémunération du personnel (chapitre 12) du budget de dépenses de fonctionnement. Il convient chaque année de réactualiser le montant de cette enveloppe globale à intégrer au budget.

Le conseil municipal,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2002-61 du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité d'administration et de technicité ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 janvier 2002 fixant les montant de référence de l'indemnité d'administration et de technicité ;

Vu la délibération 53/09/08 instituant l'enveloppe initiale

DECIDE

1) Catégories concernées

Les personnels de la commune éligibles à l'IFSE conformément aux dispositions du décret n° 2002-61 du 14 janvier 2002 modifié sont les suivants :

- les fonctionnaires de catégorie C
- les fonctionnaires de catégorie B
- les agents non titulaires occupant des emplois équivalents aux précédents.

2) Attributions individuelles :

Conformément aux décrets n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat, et n° 2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux, Madame La Maire fixera et pourra moduler les attributions individuelles dans les limites fixées réglementairement, en fonction des critères suivants :

- la manière de servir de l'agent, appréciée notamment à travers la notation annuelle et / ou d'un système d'évaluation mise en place au sein de la collectivité
- la disponibilité de l'agent, son assiduité
- l'expérience professionnelle
- les fonctions de l'agent appréciées par rapport aux responsabilités exercées, au niveau d'encadrement ...

La révision (à la hausse ou à la baisse) de ses taux pourra être effective dans le cas de modification substantielle des missions de l'agent.

3) Modalités de maintien et suppression :

Le sort des primes et indemnités suivra les mêmes règles d'abattement que la rémunération principale en cas d'indisponibilité (maladie ordinaire, grève ...) et sera maintenu pendant les périodes de congés annuels et autorisations exceptionnelles d'absence, congés de maternité ou paternité, états pathologiques ou congés d'adoption, accidents de travail, maladies professionnelles reconnues.

Les primes et indemnités cesseront d'être versées :

- en cas d'indisponibilité impliquant une absence continue supérieure à 6 mois
- en cas de sanction disciplinaire et portant sur une éviction momentanée des services ou fonctions.

4) Périodicité de versement :

Le paiement des primes et indemnités fixées par la présente délibération sera effectué selon une périodicité mensuelle.

5) Clause de revalorisation :

La prime fera l'objet d'un ajustement automatique lorsque les montants ou taux ou les corps de référence seront valorisés ou modifiés par un texte réglementaire (ce qui est le cas dans la présente délibération).

Après en avoir délibéré, les membres présents ou représentés décident de maintenir l'enveloppe globale **pour 2018 à 27 000 € (somme identique à celle de 2017).**

Cette somme est inscrite au chapitre 12 du budget général

Votants	9	Délibération 2018-02-02
Pour	7	
Contre	0	
Abstention	2	JL Pion pour lui-même et pour M Landa dont il a le pouvoir

- 2018-02-03 : Vote du Budget Primitif M14 2018

Mme la Maire, rappelle qu'une réunion de préparation a eu lieu le 18 janvier à laquelle était convié l'ensemble du conseil. Ce budget est minimaliste et permet de pouvoir débiter la deuxième phase des travaux du cimetière, semis au tout début du printemps). Un budget plus complet sera présenté au vote du conseil après validation des comptes administratif et de gestion 2017.

R Godfroy dit qu'il s'abstient car il n'arrive pas à lire les documents. H Fossat et N Aubin s'étonnent de ce vote car il était présent à la réunion de préparation et n'avait fait aucune remarque. Il est toujours possible de demander un agrandissement des documents au secrétariat...

JL Pion s'abstient car il est contre les travaux du cimetière.

L Bouyou dit qu'elle n'a pas reçu les documents. N Aubin rappelle que tous les documents sont consultables en mairie.

1) Préambule

L'article L 2312-2 du CGCT dispose que les crédits sont votés par chapitre et, si le conseil municipal en décide ainsi, par article.

Ces dispositions découlent du principe de spécialité budgétaire selon lequel l'autorisation donnée par l'assemblée délibérante n'est pas globale mais limitée à un montant maximal par catégorie de dépense.

Par ailleurs, le Conseil d'Etat avait précisé dans sa décision du 18 mars 1994 (commune de Cestas) que les crédits inscrits au budget de la commune doivent être présentés et adoptés par chapitre ou, si le conseil municipal en décide ainsi, par article, sans qu'il soit nécessairement procédé à un vote formel sur chacun des chapitres ou articles. Ainsi l'absence d'un vote formel sur chacun des chapitres n'est pas de nature à entacher d'illégalité la délibération d'adoption du budget.

Ainsi le Conseil Municipal peut donc adopter le budget par un vote global à la double condition que le budget soit présenté par chapitre et article et qu'un débat préalable ait lieu permettant de constater l'assentiment de la totalité ou de la majorité des conseillers présents sur le budget.

Madame La Maire explique qu'une réunion de travail a eu lieu le jeudi 18 janvier 2018 définissant les principaux projets le projet de budget a été adressée aux élus le 19 janvier 2018.

Les membres du Conseil Municipal acceptent donc le principe du vote global.

2) Vote

Après avoir entendu la ventilation des recettes et des dépenses en fonctionnement et investissement les membres du Conseil adoptent le budget M14 pour 2018 qui s'équilibre en recettes et en dépenses :

- à 738 770 euros en section de fonctionnement
- à 189 782 euros en section d'investissement

Votants	9	Délibération 2018-02-03
Pour	5	
Contre	0	
Abstention	4	JL Pion pour lui-même et pour M Landa dont il a le pouvoir, L Bouyou, R Godfroy

-2018-02-04 : Modalités de réalisation des heures complémentaires et supplémentaires des agents

Le Conseil Municipal

Après en avoir délibéré,

Vu le décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 relatif au régime des indemnités horaires pour travaux supplémentaires,

DECIDE

1) Distinction heures supplémentaires et complémentaires

Heures supplémentaires

- peuvent être amenés à effectuer des heures supplémentaires en raison des nécessités de service et à la demande de La Maire, les agents titulaires et non titulaires à temps complet et à temps partiel de catégorie C (services technique et administratif) et de catégorie B (service administratif),
- le nombre d'heures supplémentaires réalisées par chaque agent à temps complet ne pourra excéder 25 heures par mois.
- le nombre d'heures supplémentaires réalisées par chaque agent à temps partiel ne pourra excéder un nombre égal au produit de la quotité de travail à temps partiel par 25 heures. (exemple pour un agent à 80 % : 25 h x 80 % = 20 h maximum)

Heures complémentaires

- peuvent également être amenés à effectuer des heures complémentaires en plus de leur temps de travail, en raison des nécessités de service et à la demande de La Maire, les agents titulaires et non titulaires à temps non complet :
- services techniques : missions d'entretien des locaux,
- service administratif : agence postale
- service culturel : agent du patrimoine : bibliothèque.
- le nombre d'heures complémentaires effectuées par les agents à temps non complet ne peut conduire au dépassement de 35 heures par semaine (les heures effectuées au-delà de 35 heures par semaine relèveront du régime des heures supplémentaires).

2) les heures supplémentaires et les heures complémentaires réalisées seront :

s'agissant des heures supplémentaires réalisées par les agents à temps complet, récupérées après accord de Mme La Maire sous réserve du besoin des services,

s'agissant des heures supplémentaires réalisées par les agents à temps partiel rémunérées par les indemnités horaires pour travaux supplémentaires prévues par le décret n°2004-777 du 29 juillet 2004,

s'agissant des heures complémentaires réalisées par les agents à temps non complet, rémunérées sur la base du traitement habituel de l'agent pour les agents des services techniques exerçant les missions d'entretien des locaux, récupérées après accord de Mme La Maire et suivant les besoins du service pour les autres agents.

Votants	9	Délibération 2018-02-04
Pour	8	
Contre	0	
Abstention	1	H Fossat pour JM Duleau dont il a le pouvoir

-2018-02-05 : Extinction partielle de l'éclairage public sur le territoire de la commune

Madame la Maire rappelle la volonté de la municipalité d'initier des actions en faveur de la maîtrise des consommations d'énergies.

Une réflexion a ainsi été engagée par le conseil municipal sur la pertinence et les possibilités de procéder à une extinction nocturne partielle de l'éclairage public.

Outre la réduction de la facture de consommation d'électricité, cette action contribuerait également à la préservation de l'environnement par la limitation des émissions de gaz à effet de serre et la lutte contre les nuisances lumineuses.

Les modalités de fonctionnement de l'éclairage public relèvent du pouvoir de police du maire, qui dispose de la faculté de prendre à ce titre des mesures de limitation du fonctionnement, compatibles avec la sécurité des usagers de la voirie, le bon écoulement du trafic et la protection des biens et des personnes.

D'après des retours d'expériences similaires menées dans un certain nombre de communes, il apparaît que l'extinction nocturne de l'éclairage public n'a pas d'incidence notable ; à certaines heures et certains endroits, l'éclairage public ne constitue pas une nécessité absolue.

Techniquement, la coupure de nuit nécessite la présence d'horloges ad hoc dans les armoires de commande d'éclairage public concernées.

La commune sollicitera le syndicat d'énergies pour étudier les possibilités techniques et mettre en œuvre, le cas échéant les adaptations nécessaires.

Cette démarche doit par ailleurs être accompagnée d'une information de la population et d'une signalisation spécifique.

En période de fêtes ou d'événements particuliers, l'éclairage public pourra être maintenu tout ou partie de la nuit.

Le Conseil municipal après en avoir délibéré

DECIDE que l'éclairage public pourra être interrompu la nuit de 00 heures à 06 heures sur le territoire communal dès que les horloges astronomiques seront installées.

CHARGE Madame la Maire de prendre les arrêtés précisant les modalités d'application de cette mesure, et en particulier les lieux concernés, les horaires d'extinction, les mesures d'information de la population et d'adaptation de la signalisation.

Votants	9	Délibération 2018-02-05
Pour	7	
Contre	2	JL Pion pour lui-même et pour M Landa dont il a le pouvoir
Abstention	0	

JL Pion vote contre pour des questions de sécurité. R Godfroy lui répond qu'il n'y a personne dans les rues entre 24h et 6h.

2018-02-06 : Gouvernance du Conseil Communautaire suite à la modification du périmètre de la Communauté de Communes du Créonnais au 1^{er} janvier 2018

Madame la Maire expose que Monsieur le Préfet de la Gironde a pris un arrêté le 27 décembre 2017 actant la modification du périmètre de la Communauté de Communes du Créonnais au 1^{er} janvier 2018 : retrait de la Commune de Cardan et adhésion de la Commune de Camiac et Saint Denis.

Elle expose que malgré l'adhésion de la Commune de Camiac et Saint Denis, celle-ci ne peut pas encore être représentée au sein du Conseil Communautaire du fait de l'existence d'un accord local fixant le nombre de conseillers communautaires qu'il convient de réviser.

Les communes membres de la CCC disposent d'un délai de 3 mois à compter du 1^{er} janvier 2018 pour trouver un accord amiable sur le nombre et la répartition des sièges des conseillers communautaires faute de quoi il appartiendra au Préfet d'appliquer le mode de calcul prévu aux paragraphes III et suivants de l'article L5211-6-1 du CGCT.

A défaut de délibérations concordantes dans le délai précité en faveur d'un accord local, la composition du conseil communautaire sera fixée par arrêté suivant des modalités de droit commun prévues au II à V de l'article L. 5211-6-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT), c'est-à-dire à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne.

M. le Préfet dans la notification de son arrêté de modification du périmètre de la Communauté de Communes du Créonnais fixe la gouvernance de droit commun à 32 conseillers communautaires.

Treize accords locaux sont envisageables (tableau en annexe)

1-Contexte réglementaire

Vu la Loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L5211-6-1, L5211-6-2 et R 5211-1-2

Vu l'arrêté Préfectoral en date du 27 décembre 2017 portant le périmètre de la Communauté de Communes du Créonnais au 1^{er} janvier 2018

2- Proposition de Mme la Maire

Madame La Maire propose au conseil municipal de se prononcer sur le nombre et la répartition des conseillers communautaires avec effectivité au 1^{er} janvier 2018 et d'adopter un des 13 accords locaux.

Madame La Maire rappelle qu'à défaut de délibérations concordantes des Conseils Municipaux dans le délai précité en faveur d'un accord local, la composition du conseil communautaire sera fixée par arrêté préfectoral suivant des modalités de droit commun.

3-Délibération proprement dite

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré, à la majorité des membres présents ou représentés,

DECIDE:

- de fixer à 39 le nombre de sièges du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes du Créonnais (périmètre élargi à la Commune de Camiac et Saint Denis et réduit par la départ de la Commune de Cardan conformément à l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2017)
- de retenir l'accord local N° 4 (annexé à la présente délibération)

Votants	9	Motion 2018-02-01
Pour	9	
Contre	0	
Abstention	0	

2018-02-01 : Motion pour le maintien des services publics de proximité sur le territoire du Créonnais

Mme la Maire indique que depuis le 1^{er} janvier 2018 le Centre des Finances Publiques de Créon ne gère plus l'Impôt d'Etat (Impôt sur le revenu, Taxe d'habitation et Taxes foncières). Les administrés ne sont plus reçus et ils doivent se rendre à Cenon ou à Libourne en fonction de la Commune d'appartenance.

La suppression de ce service de proximité met en défaut les personnes âgées, isolées, sans moyen de locomotion ou moyen technologique (sans accès internet).

Il est regrettable que cette décision prise sans concertation ni information préalable conduise à la « marginalisation » d'une certaine population du territoire alors que la Communauté de Communes du Créonnais est en plein développement.

La question de l'abandon par l'état des territoires ruraux peut se poser.

Mme la Maire rappelle que le bâtiment appartient à la Communauté de Communes du Créonnais, que la commune de Créon a acquis ce bâtiment et l'a cédé à la CCC afin de mettre à disposition

des administrés un service public local de qualité et regrette qu'une décision unilatérale de fermeture de ce service public ait été prise sans concertation avec la Communauté de Communes. Pour mémoire, la CCC le loue à la DGFIP pour un montant de 15 700€ annuels. (Loyer qui ne fait que compenser le montant de l'annuité d'emprunt qui s'élève à 15 680€) et prend en charge financièrement les frais d'entretien de ce bâtiment.

Proposition de Mme la Maire : Considérant les éléments exposés, Madame la Maire propose au Conseil municipal de dénoncer cette suppression brutale d'un service public de proximité sur le territoire du créonnais et d'informer les services de la DGFIP du mécontentement des habitants devant cette situation.

Décision proprement dite : Le Conseil municipal à l'unanimité des membres présents ou représentés,

- DENONCE la suppression brutale d'un service public de proximité sur le territoire du créonnais
- INFORME les services de la DGFIP, du Ministère de la Cohésion des territoires, la députée de la 12^{ème} circonscription et les sénateurs de la Gironde du mécontentement des habitants devant cette situation

Votants	9	Motion 2018-02-01
Pour	9	
Contre	0	
Abstention	0	

Divers :


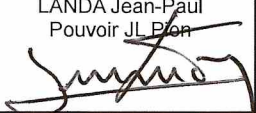

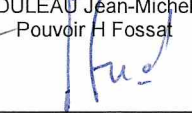

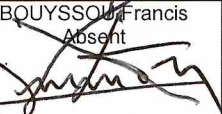

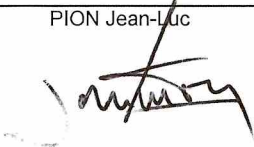
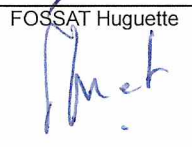
1^{er} mars 2018 :

- 20h à 20h30 : Conseil municipal : Prise de décision pour les rythmes scolaires de la rentrée 2018.
- 20h30 : Préparation du budget M49 et du budget supplémentaire M14 si tout est prêt : à confirmer

10 mars 2018 à 10h30 : réunion publique bilan de mi-mandat

22 mars 2018 à 20h30 : Conseil municipal : vote du budget primitif M49 et du budget supplémentaire M14 à 20h30 à confirmer

L'ordre du jour étant épuisé, Mme La Maire déclare la séance close à 20 heures.

AUBIN Nathalie 	LANDA Jean-Paul Pouvoir JL Pion 	GODFROY Roger 	DULEAU Jean-Michel Pouvoir H Fossat 	PETIT Isabelle
BILLOT Romain Absent excusé	BOUYOU Laure 	BOUYSSOU Francis Absent 	PETIT Patrick 	
PION Jean-Luc 	VIGNAUD Camille Absente	ZEKRYTY Nadia Absente excusée	FOSSAT Huguette 	

CONSEIL MUNICIPAL DU 01 mars 2018

MEMBRES PRESENTS : 8

Mmes N Aubin, H Fossat,
Mrs. R. Billot, JM Duleau, R Godfroy, JP Landa, P Petit, JL Pion

MEMBRES ABSENTS Excusés : 4 : L Bouyou (pouvoir R Godfroy) N Zekryty (pouvoir R Billot),
I Petit (pouvoir P Petit), F Bouyssou (pouvoir JL Pion).

Non Excusée : 1 : C Vignaud

SECRETAIRE DE SEANCE : R Billot

- Décisions de la Maire depuis le 1^{er} février 2018

2018-05	Arrêté portant attribution de la NBI 2018 Ducloux Bernard
2018-06	Arrêté portant attribution de la NBI 2018 Brugier Ludovic
2018-07	Arrêté portant attribution de l'IFSE 2018 Brugier Ludovic
2018-08	Arrêté portant attribution de l'IFSE 2018 Ricaud Catherine
2018-09	Arrêté portant attribution de l'IFSE 2018 Richard Martine
2018-10	Arrêté portant attribution de l'IFSE 2018 Ducloux Bernard
2018-11	Arrêté portant attribution de l'IFSE 2018 Plana Marie-Laure
2018-12	Arrêté portant attribution de l'IFSE 2018 Landa Laurence
2018-13	Arrêté portant attribution de l'IFSE 2018 Ricaud Sophie
2018-14	Arrêté portant attribution de l'IFSE 2018 Heuze Claire
2018-15	Arrêté de circulation Branchement GRDF 587C RD 239 sud du 02/02 au 28/02/2018
2018-16	Arrêté fixant les conditions d'éclairage nocturne sur le territoire communal
2018-17	Arrêté de circulation Branchement électrique Les Faures RD 239 sud du 02/02 au 28/02/2018
2018-18	Arrêté de circulation Travaux AEP VC 21 Chanteloup du 12 /02 au 23/03/2018
2018-19	Arrêté de circulation travaux AEP VC 22 du 12/02 au 23/03/2018
2018-20	Arrêté de circulation travaux AEP VC 16 du 12/02 au 23/03/2018
2018-21	Arrêté de circulation carnavale de l'amicale des parents d'élèves du SRPI du 16/03 au 17/03/2018
2018-22	Arrêté de circulation vide grenier de l'amicale des parents d'élèves du SRPI du 01/06 au 03/06/2018
2018-23	Arrêté de circulation kermesse des écoles du SRPI du 29/06 au 01/07/2018
2018-24	Arrêté portant admission d'un fonctionnaire au bénéfice d'un congé de longue maladie du 05/06/2017 au 04/03/2018
2018-25	Arrêté portant recrutement d'un agent en contrat à durée déterminée du 26/02 au 31/12/2018 Mme agence postale communale
2018-26	Renouvellement du contrat portant recrutement d'un agent contractuel de remplacement du 24/02 au 06/04/2018
2018-27	Arrêté de circulation travaux de réfection de la route suite à son affaissement VC05 du 26/02 au 31/03/2018

- Approbation du compte rendus du conseil municipal du 01 février 2018

Le compte rendu du 01 février 2018 est approuvé.

Votants	12	8 + 4 pouvoirs
Pour	9	
Contre	0	
Abstention	3	R Billot, JP Landa, JL Pion pour F Bouyssou dont il a le pouvoir

- 2018-03-07 : Choix des rythmes scolaires pour la rentrée 2018/2019

Bien qu'il soit demandé aux maires seuls de prendre une décision après avis des conseils d'école, Nathalie Aubin souhaite que ce soit une décision du conseil. Elle précise que la semaine des 4,5 jours est réglementaire, la semaine de 4 jours est un régime dérogatoire.

Elle ajoute qu'il y a 3 conseils d'écoles sur le RPI. Le conseil d'école de Haux du 30 janvier a souhaité passer à 4 jours. Ce soir les autres conseils d'école se réunissent. Elle rappelle que le SRPI n'a pas la compétence scolaire, il appartient aux maires des 3 communes de prendre une décision. S'il y a désaccord, le DASEN (directeur académique de l'Éducation Nationale) prendra la décision. Elle trouve scandaleux que les communes puissent déroger à une règle fixée par l'état. Elle pense que ce devrait être une décision de l'État.

Romain Billot donne les résultats du sondage des parents d'élèves : 62% favorables à la semaine de 4 jours et 75% pour le conseil d'école de Haux.

Huguette Fossat informe de son refus de vote car l'Éducation est un service public et elle n'a pas à se substituer au pouvoir régalién. Elle ne conçoit pas que l'École Républicaine puisse avoir des rythmes différents sur le territoire national au gré des décisions des maires seuls.

Romain Billot dit que si l'État ne le fait pas, la commune doit le faire. Il précise qu'un centre de loisir supplémentaire devrait être mis en place sur La Sauve ou Baron. Il a constaté avec la semaine des 4,5 jours que les enfants étaient fatigués dès le jeudi midi.

Patrick Petit dit qu'il a connu la semaine à 4 jours et celle à 4,5 jours, dans les deux cas, les enfants se sont adaptés. Mme Aubin précise qu'elle s'abstiendra pour les mêmes raisons que Mme Fossat.

Délibération

Madame La Maire indique que la réforme des rythmes scolaires initiée par le précédent gouvernement et mise en place à la rentrée 2015 visait à adapter le temps scolaire au rythme chronologique des enfants par le passage aux 4 jours $\frac{1}{2}$.

Cette réforme s'est aussi accompagnée de la mise en œuvre des activités périscolaires (TAP) pour permettre aux enfants de bénéficier de nouvelles activités ludiques, sportives ou culturelles.

Le décret n°2017-1108 du 27 juin 2017 permet au Directeur Académique des Services de l'Éducation Nationale (DASEN), sur proposition conjointe d'une commune et du conseil d'école d'autoriser des adaptations à l'organisation de la semaine scolaire ayant pour effet de répartir les heures d'enseignement hebdomadaires sur 8 demi-journées réparties sur 4 jours.

Pour cela, les municipalités intéressées devaient se faire connaître avant la fin du mois de janvier 2018 réponse repoussée au 15/03/2018.

Madame La Maire indique qu'au cours du mois d'octobre, 2017, un questionnaire a été distribué aux familles par les parents d'élèves du SRPI pour connaître leur avis. Concernant l'école de Haux, le questionnaire a été distribué à tous les enfants de l'école élémentaire : 64 enfants. Le dépouillement du questionnaire présenté lors du conseil d'école de Haux le 30 janvier montre qu'une grande majorité des parents, 75% souhaite un retour à la semaine de 4 jours pour 25% est favorable au maintien de l'organisation actuelle sur 4 jours et demi.

La position des membres du conseil d'école de Haux lors de la réunion du 30 janvier 2018 est en adéquation avec celles des parents. La majorité est pour un retour à la semaine des 4 jours.

Madame La Maire demande l'avis des membres du conseil municipal sur les rythmes scolaires et de se positionner sur le retour à la semaine de 4 jours ou le maintien du rythme actuel.

Elle rappelle les points suivants :

La position du ministère est de 4.5 jours d'école ;

Le retour aux 4 jours entraîne inévitablement l'arrêt des activités des TAP.

La position des communes doit être transmise à l'inspecteur de l'Éducation Nationale en charge de la Commune au plus tard le 15/03/2018.

En conséquence, aucune demande de dérogation à la réforme des rythmes scolaires ne sera adressée à l'inspection académique en cas de maintien à 4,5 jours.

Après discussion, les membres du conseil municipal décident de choisir le système dérogatoire à 4 jours.

votants	11	7+4	H Fossat ne prend pas part au vote	Délibération 2018-03-07
Pour	7			
Contre	0			
Abstention	4		N Aubin, JM Duleau, P Petit pour lui-même et I Petit dont il a le pouvoir	

- 2018-03-08 : Délibération validant l'arrêt de la révision du PLU

Jean-Paul Landa pense que la commune s'est suffisamment investie dans la révision du PLU. Il ne comprend pas pourquoi on devrait arrêter. Il ajoute que si on valide la révision, le PLU sera automatiquement pris en compte dans le PLUI car il est valable 5 ans.

Nathalie Aubin répond que non, le PLUI se substituera au PLU communal. Elle ajoute que le travail fait pour la révision du PLU n'est pas perdu, il sert à alimenter le PLUI. Cette révision ayant pris du retard et la compétence étant passée au PLUI, on est à 4 mois d'intervalle avec celui-ci. Est-il utile de continuer à dépenser de l'argent (frais du cabinet d'architecte environ 6000€, auxquels s'ajoutent les frais d'enquête publique et de reproduction des documents du PLU) ?

Le PLUI étant suffisamment avancé, il est possible d'arrêter le PLU.

Le cabinet Metropolis est de notre avis. Il est inutile de faire deux enquêtes publiques à deux mois d'écart. Les dépenses seraient doublées (Haux et la CDC)

Patrick Petit confirme à Jean Paul Landa et à Roger Godfroy que la CDC a bien pris en compte le travail du PLU de Haux pour le PLUI.

Jean-Luc Pion demande si le PLUI sera applicable à toutes les communes de la CDC ? En cas de désaccord d'une des communes, la procédure sera-t-elle bloquée ? Si le PLUI était attaqué au Tribunal Administratif, toutes les communes seraient-elles attaquées ?

Nathalie Aubin ajoute que pour être appliqué et attaqué, le PLUI doit être approuvé. A ce jour, le PLU de Haux de 2007 est applicable.

Nathalie Aubin ajoute que ce n'est pas la commune mais la CDC qui décidera du PLUI, la commune n'ayant plus la compétence.

Délibération

Madame La Maire rappelle l'historique :

- 05 juin 2013 : lancement de la révision allégée (délibération 31/06/13)
- 20 juin 2014 : transformation en révision (délibération 32/06/2014)
- 19 novembre 2014 : Transfert de la compétence « documents d'urbanisme » à la Communauté des Communes. (Délibération 66/11/14).
- 26 juin 2015 : présentation et approbation des orientations du PADD (délibération 30/06/15)
- 23 juillet 2015 : la commune demande à la Communauté des communes du Créonnais de continuer cette procédure en respectant les orientations du PADD (délibération 42-07-15).
- 5 novembre 2015 : demande accordée (Délibération 57/11/15).
- 20 octobre 2016 : approbation du PADD par le conseil municipal (délibération 2016-10-51). Approbation par la communauté des communes en novembre 2016.
- 6 juillet 2017 : Présentation du projet en réunion publique

A ce jour, Mme la Maire s'interroge sur l'opportunité de terminer la procédure de révision du PLU de la commune de Haux compte tenu de l'avancement du PLUI. Le PLUI reprenant le travail et les objectifs de la commune de Haux pour son PLU. Si la commune décide de continuer la révision du PLU, il risque de n'être valable que 4 mois, Le PLUI, une fois adopté sera applicable (il y a environ 4 mois de décalage dans la procédure).

Mme La Maire pense que poursuivre aujourd'hui, entraînerait des dépenses inutiles (restes à réaliser pour le cabinet d'étude environ 6200€, sans compter les frais de reproduction, d'enquête publique et frais annexes liés à la procédure).

Mme La Maire ajoute que la commune peut utiliser le sursis à statuer compte tenu de l'état d'avancement du PLUI sur des demandes d'urbanisme, ceci a été confirmé par M Libault du cabinet Nechtan et Mr Dupuy de Metropolis.

Madame la Maire demande aux membres du conseil municipal d'émettre un avis sur l'arrêt de la procédure de révision du PLU.

Après discussion et délibération, les membres du conseil municipal décident d'arrêter la procédure de révision

Votants	12	8 + 4 pouvoirs	Délibération 2018-03-08
Pour	6		
Contre	4	J L Pion (est contre l'interco) pour lui-même et pour F Bouyssou dont il a le pouvoir R Godfroy pour L Bouyou dont il a le pouvoir, JP Landa (préfère continuer le PLU)	
Abstention	2	P Petit pour lui-même et pour I Petit dont il a le pouvoir	

- 2018-03-09 : Délibération attribution soutien financier au comité des fêtes

Présentation du bureau du comité des fêtes présents dans la salle qui prépare l'organisation de l'Omelette de cette année

Nathalie Aubin informe d'une demande d'aide de 2000€ afin d'équilibrer le budget prévisionnel de cette manifestation. Elle propose de voter cette aide exceptionnelle pour soutenir le redémarrage de l'association.

Roger Godfroy s'étonne du coût des manifestations.

Jean Michel Duleau s'interroge sur les montants des subventions aux associations. Nathalie Aubin répond que les associations communales perçoivent 400€ d'aide au fonctionnement sur simple demande et un dossier complet. Le comité des fêtes a eu perçu 2000€ quand ils organisaient le 14 juillet. Elle précise qu'il faut distinguer les subventions de fonctionnement de celles liées à des projets ou événements spéciaux qui sont des aides exceptionnelles.

Huguette Fossat félicite les nouveaux membres du comité des fêtes.

Délibération

Mme la Maire informe les membres du conseil municipal qu'à la suite de l'assemblée générale du 12 février 2018, le conseil d'administration est au complet et un nouveau bureau a été élu.

Le 16 février 2018, en présence de Mme FOSSAT, elle a rencontré Le Président, la Trésorière et le vice-Trésorier.

Par courrier du 20 février, Le Président sollicite une aide financière de 2000€ permettant de couvrir une partie des dépenses liées à la manifestation de l'omelette Pascale du 2 avril 2018.

Après délibération, les membres du conseil municipal valident le soutien exceptionnel de 2000€ à l'association du comité des fêtes ainsi que les conditions du versement de ce soutien.

Votants	11	7+4 pouvoirs JP Landa ne prend pas part au vote	Délibération 2018-03-09
Pour	11		
Contre	0		
Abstention	0		


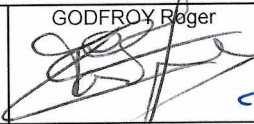
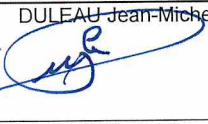



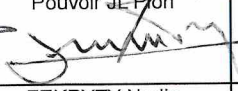
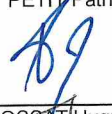
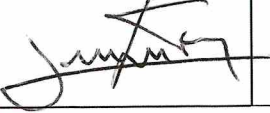

- Décision de préemption (parcelles situées au Bourg)

Le sujet n'est plus à l'ordre du jour car en attente d'informations complémentaires

DIVERS

- Réponse de Laurence Harribey, Sénatrice de la Gironde concernant la motion pour le maintien du service publics de proximité sur le territoire créonnais. Question adressée à M. MEZARD, ministre de la cohésion des territoires.
- Remarque de Patrick Petit concernant les demandes d'urbanisme. La non réponse ne vaut pas accord. Attention aux fausses rumeurs !
- Romain Billot informe les membres du conseil municipal que les travaux d'isolation, de pose de faux plafonds et de l'éclairage des classes ont été réalisés durant les vacances scolaires de février.
- Nathalie Aubin demande l'avis des membres du conseil sur l'adhésion à un service d'information « panneau Pocket ». Les membres du conseil sont favorables.

L'ordre du jour étant épuisé, Mme La Maire déclare la séance close à 21 heures 10.

AUBIN Nathalie 	LANDA Jean-Paul	GODFROY Roger 	DULEAU Jean-Michel 	PETIT Isabelle Pouvoir p. Petit 
BILLOT Romain 	BOUYOU Laure pouvoir R. Godfroy 	BOUYSSOU Francis Pouvoir JL Pion 	PETIT Patrick 	
PION Jean-Luc 	VIGNAUD Camille Absente	ZEKRYTY Nadia pouvoir R. Billot 	FOSSAT Huguette 